Numéro 159
Samedi
7 juin 1980
Prix : 1 F
12, Cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Apprenez à danser avec le prince Poniatowski • C.e.e : Giscard recule pour gagner des voix • Radios libres : matraquage libéral avancé • Le Congrès de l'Union H.l.m • Elections en Italie : on prévoit des abstentions • Journées fédérales du cadre de vie • L'accord de Bruxelles • Jurés fichés : Gaston Defferre écrit à Raymond Barre • Lionel Jospin : retour d'Iran

Un pas en avant, un pas en arrière, un pas de clerc...

Poniatango

Pour la première fois, «l'affaire Poniatowski» a été évoquée devant un tribunal. En cinq minutes et quarante secondes... C'était mercredi, à 13 h 30 au Palais de Justice de Paris. Comme prévu. La présidente était là. Et ses assesseurs et le greffier, et le Procureur de la République. Mais pas Michel Casimir Poniatowski, ci-devant ministre d'Etat et de l'Intérieur. Ailleurs retenu comme prévu.

Son avocat a donc informé le tribunal, après que la presse eut été informée la veille par les soins de son client, que le prince giscardien abandonnait les poursuites civiles. Ou plutôt qu'il les abandonnerait officiellement dans quinze jours... car cette décision brusquée n'avait pas laissé le temps à ses conseils de préparer les conclusions écrites qui doivent être, en ce cas, déposées.

Etrange comportement

Cet impromptu du palais a donc vite été interrompu comme prévu... et renvoyé à deux semaines. Le temps aidant le plaignant à trouver arguments expliquant son comportement. Explication difficile pour comportement étrange. Consistant à assigner des journalistes en diffamation le 9 mai et à renoncer à sa plainte à l'audience 25 jours plus tard. En ayant pris bien soin de faire grand bruit autour de ces poursuites imaginaires avec force communiqués et de fortes déclarations à la presse, à la radio, à la télé. Comme pour bien montrer à la fois qu'il était offensé et qu'il n'avait rien à cacher. Et en réclamant - je serai le dernier à l'oublier - cinquante petits millions pour le prix d'une petite blessure d'honneur à chacun des questionneurs. Car mes confrères et moi-même n'avons fait qu'interroger, n'étant pas là pour condamner. Mais il est des questions dans ce juste milieu qu'il n'est sans doute pas séant de poser.

Ainsi, après avoir annoncé à son de corne que les partis et 100 députés socialistes et communistes allaient devoir payer, et que tout cet argent servirait à financer la campagne d'un candidat aux présidentielles - devinez lequel ? - toutes ces rodomontades se réduisent à une action civile contre quatre journaux.

Encore, au bout du compte, comme la guerre de Troyes, le procès des quatre n'aura pas lieu. Viendra-t-il alors en correctionnelle, comme la nouvelle volonté poniatesque en est maintenant clamée ? Il est tellement autorisé d'en douter que pour plus de sûreté, plainte (*) contre lui a été déposée.

Georges Fillioud

(*) Plainte déposée entre les mains du doyen des juges d'instruction près le Tribunal de Grande Instance de Paris, au nom de Georges Fillioud par Maîtres Jacques Ribs et Roland Dumas, ce vendredi 6 juin.

Un président obsédé par le calendrier électoral

Giscard cède sur tous les fronts communautaires

A côté de la plaque. Giscard, jeudi devant les Chambres d'agriculture a éludé la question principale qui agite le monde agricole : comment repenser l'Europe verte ?

La veille François Mitterrand avait exposé une nouvelle fois les positions du P.s sur le sujet (voir *Riposte* n° 158) : positions surtout fondées sur l'institution de quanta différents pour le soutien des productions, chaque quanta faisant l'objet d'une intervention communautaire différente. Un système dont l'avantage consiste essentiellement à aider relativement plus les exploitations de petite et moyenne dimension que les très grandes comme c'est le cas à l'heure actuelle.

Le président de la République s'est pratiquement refusé à se situer sur ce plan. Il n'a guère traité le fond de la politique agricole commune. Même s'il en a été un des principaux destructeurs, lorsque ministre des Finances il a «inventé» le système absurde, et néfaste pour les intérêts français, des montants compensatoires.

Attitude d'autant plus bizarre de la part de Giscard, que pour la première fois à ce niveau, les représentants du monde agricole ont, jeudi, admis la nécessité d'une refonte de l'Europe verte, reconnaissant implicitement le bien fondé des propositions socialistes : une «ouverture» importante dans la phase périlleuse que traverse l'Europe à l'heure actuelle.

Pourquoi Giscard se met-il la tête sous l'édredon, se contentant de prendre acte des positions des agriculteurs et d'un moreeau de démagogie facile sur le report à plus tard de l'élargissement de la C.e.e dont il était le grand chantre voici quelques mois ? Probablement par électoralisme primaire.

Pour Giscard et ses amis, les votes s'achètent comme les tomates et tout changement, même positif, remet en cause les

(suite en page 2)

Commentant jeudi soir 5 juin à Mugron, dans les Landes, les propos du président de la République sur l'élargissement du Marché commun, Laurent Fabius Secrétaire national et porte-parole du P.s a déclaré :

«Monsieur Giscard d'Estaing semble s'apercevoir enfin, sans doute pour des raisons électorales, qu'il faut de la prudence avant tout élargissement du Marché commun. En réalité, comme n'a cessé de le dire le Parti socialiste, la nécessité de préalables rigoureux avant tout élargissement était parfaitement prévisible bien avant les dernières difficultés européennes.

«Un chef de l'Etat et un gouvernement qui ne confondraient pas trop souvent politique et pilotage à vue auraient dû et auraient pu déjà prévoir et préciser ces préalables pour défendre les intérêts de la France.

«En entendant le président de la République dire à Paris ses réserves sur l'élargissement de la C.e.e, on ne peut s'empêcher d'avoir en mémoire les propos exactement inverses qu'il tenait il y a quelques mois dans le Sud-Ouest à Mazamet sur le même sujet. Alors qui croire ? Monsieur Giscard d'Estaing de Paris ou monsieur Giscard d'Estaing de Mazamet ?

«Les Français et notamment beaucoup d'agriculteurs n'avaient pas grande confiance en monsieur Giscard d'Estaing lorsque celui-ci en décembre disait blanc, pourquoi auraient-ils plus confiance lorsqu'en juin il dit noir ?»

épinglé

«Nous observons l'émergence d'un nouveau modèle de développement industriel : le modèle français».

André Giraud, ministre de l'Industrie, à Orthez.

POSITION

Congrès de l'Union H.l.m

Contre une situation intolérable

par Jean Auroux (*)

Le Congrès de l'Union H.l.m, qui se tient à Metz les 6, 7 et 8 juin va se dérouler dans le cadre d'une double attaque contre le logement social et les H.l.m.

D'une part, sur le plan social et économique qui peut contester le poids de plus en plus lourd, et parfois insupportable, du logement dans le budget des familles, non seulement celles qui sont défavorisées, mais aussi de celles dont les ressources sont modestes ou moyennes ?

Qui peut ignorer aussi le chômage, l'inflation et les difficultés économiques dans le secteur du bâtiment ?

Par conséquent, si rien n'est entrepris d'urgence par le gouvernement, les loyers vont poursuivre, malgré la volonté des gestionnaires d'organismes H.l.m, leur progression alarmante qui maintiendra ou reconduira, dans des taudis, des familles qui ne pourront plus faire face aux charges.

Il est prouvé que les loyers augmenteront par les faits conjugués de toute une série de facteurs :

— accroissement des tâches, donc des charges de gestion, ne serait-ce que pour assurer les aides personnalisés au logement ;

— accroissement nécessaire des sommes consacrées à l'entretien et aux grosses réparations, la moitié des 2,5 millions des logements H.l.m ayant été constuits avant 68 ;

— nécessité de répondre à des normes de confort et de réhabilitation demandées légitimement par des locataires en droit d'attendre un habitat social de qualité ;

— fin de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; en effet en 1990, un million de logements H.l.m y seront soumis, ce qui se traduira par une hausse de l'ordre de 10 % de la masse des loyers actuels ;

— prise en compte légitime attendue par le personnel des Offices d'une revalorisation ainsi indiciaire ;

— coût d'un conventionnement très largement contesté, qui oblige les locataires H.l.m, à verser désormais leur dîme au Fond national de l'Habitat, transfert de charges à l'intérieur d'un même groupe social défavorisé ;

— enfin péréquation toujours nécessaire entre le neuf et l'ancien. Dans ces conditions, il a été calculé, que dans les années qui viennent, la hausse moyenne des loyers devrait se situer «dans une fourchette de plus de 25 % à plus de 40 % en franc constant».

Défendre un outil irremplaçable

C'est donc dans une situation intolérable et qui ne sera pas tolérée, d'autant plus que s'y ajoutera toute la batterie antisociale des choix politiques gouvernementaux, allant de l'amputation de la couverture sociale au développement massif du chômage, que va se dérouler ce congrès.

D'autre part, au niveau de l'Union des H.l.m, au moment où le Pouvoir essaie par tous les moyens d'affaiblir l'institution H.l.m et devant certaines attitudes plus démographiques que responsables de certains communistes voulant apparaître comme les seuls défenseurs des locataires, il appartient aux socialistes d'abord, de défendre cet outil irremplaçable, en particulier pour les collectivités locales en matière d'habitat.

(*) député-maire de Roanne, Délégué national du Logement.

Giscard et la C.e.e

(suite de la première page)

positions acquises. Or jusqu'ici, depuis son fameux numéro de Vassy, fin 1977, le président de la République a réussi cette performance d'équilibriste de toujours promettre aux paysans sans faire grand'chose. La loi d'orientation agricole - grand mot pour un petit texte - aura mis deux ans et demi pour arriver en discussion à l'Assemblée nationale. De bricolage en bricolage l'essentiel est de tenir encore un an en faisant croire au monde rural qu'il est son meilleur défenseur.

Petits profits électoraux

Déjà les dirigeants agricoles viennent de montrer, par leurs positions réalistes qu'ils ne sont plus dupes. Telle n'est pas, pas encore, l'attitude de leur base, pense Giscard. Ce n'est pas le moment de l'inquiéter. Ni surtout de remettre en cause les intérêts des gros céréaliers, meilleurs soutiens du giscardisme dans les campagnes.

Pour ces petits profits électoraux - d'ailleurs mal calculés car les agriculteurs sont plus lucides qu'on n'imagine à l'Elysée - Giscard laisse aux autres pays européens, l'Allemagne et la Grande-Bretagne en premier lieu, le soin de prendre l'initiative du remodelage de l'Europe verte.

Or les paysans allemands, qui ont largement profité de la politique agricole ces dernières années et les britanniques qui n'y trouvent pas le moindre avantage ont des intérêts antagonistes des Français. On verra plus tard, dit Giscard dont le seul souci est de gagner du temps.

Qui siège à l'Elysée aujourd'hui ? Le garant des intérêts de la France ou un candidat aux abois obsédé par le calendrier ?

Elections régionales en Italie

On craint un accroissement des abstentions

Dimanche prochain les Italiens se rendront aux urnes pour élire leurs conseillers régionaux.

Après une campagne assez morne, entrecoupée des répercutions du terrorisme, on s'attend à de faibles écarts par rapport aux dernières consultations politiques.

On prévoit cependant une certaine désaffectation du corps électoral d'une part parce que d'un scrutin à l'autre l'Italie, qui avait le ruban bleu européen de la participation, rejoint les niveaux habituels dans les autres démocraties en Europe ; d'autre part parce que, après une dizaine d'années d'expérience, le pouvoir régional qui n'a pas comblé tous les espoirs mis dans sa création, s'englue et ne suscite plus d'enthousiasme. Enfin, le Parti radical (3 % des voix) a fait campagne par l'abstention.

Le taux d'accroissement des abstentions et leur répartition influencera bien évidemment les résultats.

Il y a cinq ans, dans une phase ascendante de la gauche le P.s.i avait obtenu 12 % des voix et 5.300 sièges.

Quoiqu'une partie de l'électorat radical devrait reporter ses voix sur les candidats socialistes, on ne s'attend pas dans l'entourage de Bettino Craxi à retrouver le score de 1975.

Dans un parti qui est agité de fortes convulsions intérieures, certains supputent déjà les conséquences positives ou négatives d'un score avoisinant les 11 %, que la majorité trouvera excellent et l'opposition insuffisant.

Interrogé sur les risques de remous, Enrico Manca, actuellement ministre du Commerce extérieur (socialiste) estime : «Je ne crois pas qu'après les élections, on fera du triomphalisme ou que l'on criera à la défaite. D'après moi, on restera à mi-chemin entre les résultats de 75 et de 79, c'est-à-dire à 11 %. Et le problème du maintien de Craxi (à la tête du parti) ne se posera pas. Ce que nous devons faire c'est réfléchir tous ensembles, abandonner les luttes internes, se doter d'un statut avec des droits pour la majorité et pour l'opposition ? C'est le seul problème du P.s.i en 1980».

Les élections régionales n'auraient-elles que ce résultat là, leur déroulement serait plein d'intérêt.

La mort de Giorgio Amendola

Giorgio Amendola, figure historique du P.c.i est mort jeudi matin. Il avait adhéré au P.c.i en 1929. Il était depuis 1945 un des dirigeants du Parti communiste italien, depuis 1948, et sans interruption député de Naples, et enfin, depuis un an, Parlementaire européen.

A l'annonce du décès, Lionel Jospin a envoyé le télégramme suivant : «Au nom du Parti socialiste français, je vous présente nos condoléances attristées après l'annonce du décès de Giorgio Amendola importante personnalité du P.c.i et du mouvement ouvrier européen».

Gérard Jacquet, président de la Délégation socialiste française au Parlement européen a lui aussi présenté ses condoléances.

Les Journées fédérales du Cadre de vie

Le 7 juin se tiendra dans chaque fédération une journée consacrée aux thèmes du cadre de vie. Cette journée s'inscrit dans la démarche qui nous conduira à un grand rassemblement national du Parti début 81 : les états généraux du cadre de vie.

Il peut sembler paradoxal de faire un enjeu majeur de la défense du cadre de vie, domaine généralement réservé aux couches nouvelles, dans une période de crise qui touche les plus défavorisés.

D'une part, ces couches nouvelles sont un enjeu essentiel dans la lutte qui oppose la gauche et la droite. Ces éléments sont à l'initiative de nombreuses luttes urbaines, dont le caractère « éclaté » facilite leur récupération.

D'autre part, il nous appartient de montrer l'unicité du citadin, de l'habitant, de l'usager et du travailleur car le terme même de «cadre de vie» tend à accréditer l'idée qu'il y aurait deux domaines bien séparés : le travail et la vie comme si le premier n'était pas partie intégrante et primordiale de la seconde.

L'aménagement du cadre de vie est le domaine d'un des échecs les plus marquants que le capitalisme français ait enregistré au cours des trente dernières années. Mais aujourd'hui il nous appartient à nous, socialistes, de démontrer l'incompatibilité du système capitaliste avec une véritable politique du cadre de vie dont Valéry Giscard d'Estaing, d'Ornano, Monory et consorts feront un de leurs chevaux de bataille dans les mois à venir.

Le principal souci du pouvoir est celui du désengagement de l'état et de la restauration des mécanismes du profit favorisant par là même l'emprise du capital financier sur l'essentiel du cadre de vie : le logement mais aussi le tourisme, les loisirs, etc ..

Face à cette situation, la journée du 7 se doit d'être un temps fort pour le Parti.

Nous disposons pour réussir ces journées, d'outils privilégiés que sont les municipalités socialistes, qui sont en premier chef, chargées de la difficile mise en œuvre des choix du Parti dans un environnement capitaliste peu favorable à leur action.

Trois thèmes principaux devraient donner les grands axes de discussion lors de cette journée :

— la maîtrise du cadre de vie ;
— le temps et le goût de vivre ;
— les droits collectifs des usagers.

L'objectif étant d'obtenir une confrontation à un double niveau :

— confrontation des choix du Parti (référence au Projet socialiste) et de la politique sur le terrain
— confrontation des expériences municipales entre elles.

Annette Chepy
Secrétaire Nationale au cadre de vie et aux Associations

L'ACCORD DE BRUXELLES

Parce qu'il est attaché à la construction européenne et parqu'il est solidaire des luttes des agriculteurs pour la défense de leur niveau de vie, le Parti socialiste condamne les termes de l'accord intervenu le vendredi 30 mai à Bruxelles entre les 9 ministres des Affaires étrangères et ratifié par le gouvernement français.

Le Parti socialiste comprend parfaitement qu'une négociation ait lieu au sein de la communauté afin de trouver une solution à un problème temporaire posé par l'un des pays membres en difficulté. Mais il constate, qu'en cédant sur toute la ligne aux exigences britanniques en matière budgétaire, le gouvernement français n'a pas fait avancer la solidarité européenne. Il l'a fait reculer.

En effet la Grande-Bretagne a obtenu pour trois ans une réduction substantielle de sa contribution financière au budget de la Communauté 7 milliard de F.f en 1980, 8,4 milliard en 1981 et en 1982, sans que soit mise en question - ce qui est le plus grave - sa possibilité de s'approvisionner en produits agricoles en dehors de la Communauté. Ainsi le manquement au principe de la préférence communautaire n'est plus sanctionné, ce qui constitue une atteinte importante aux fondements mêmes de la politique Agricole commune. Pour les contribuables français cette note supplémentaire sera lourde : 4 milliards de F.f au minimum pour les trois ans.

En acceptant une hausse moyenne des prix agricoles pour la campagne 1980/81 de 5 % seulement, le gouvernement français a de nouveau condamné les agriculteurs de notre pays à voir leur revenu baisser substantiellement en 1980. Malgré le démantèlement des montants compensatoires français, le revenu agricole par exploitation en francs constants diminuera de 2 à 15 % cette année.

Le P.s rappelle à cette occasion ses propositions en matière de prix agricoles : 7,9 % en moyenne d'augmentation des prix européens et démantèlement des montants compensatoires monétaires dès le début de la campagne, ce qui aurait donné une augmentation moyenne des prix agricoles en France de plus de 12 % à la production, suppression de la taxe de coresponsabilité et mise en place d'une réglementation européenne pour le marché de la viande ovine avec détermination d'un prix indicatif comme cela existe pour d'autres productions.

Il ajoute que seule une profonde réforme de la politique Agricole commune pourra éviter que de tels conflits rebondissent chaque année et rappelle qu'il a fait des propositions en ce sens.

Le P.s demande, par ailleurs, avec insistance, que des propositions précises soient faites par la Commission au conseil des Ministres de la C.e.e pour permettre de nouveaux développements des politiques communes tenant compte, en particulier en matière régionale, sociale, industrielle et agricole, de la situation économique spécifique et des préoccupations prioritaires et chacun des états qui composent la communauté.

Le Parti socialiste s'opposera, dans l'avenir comme il l'a fait dans le passé, à toute orientation qui accroîtrait l'aspect libre-échangiste de cette Europe communautaire, dont l'absence de volonté camoufle mal l'absence d'identité.

REPRESSION AU BRESIL

Une Brésilienne de 25 ans, Marli Pereira Soarès, attaque en justice la police de son pays qu'elle accuse d'avoir enlevé et assassiné son frère. La soutiennent dans cette action contre les «escadrons de la mort», les partis d'opposition, les associations féministes, mais aussi des femmes dont les frères, maris ou fils ont disparu dans les mêmes conditions.

Le Bureau exécutif du Parti socialiste apporte son soutien à l'action courageuse de Marli Pereira Soarès, et de ses camarades Brésiliens.

(Communiqués du Bureau exécutif du 4 juin 1980).

Les jurés fichés de Grenoble

Gaston Defferre écrit au Président de la République

Monsieur le Président,

L'affaire dite des jurés de la Cour d'Assises d'Isère a soulevé l'émotion des députés socialistes. Rappelons les faits : le président de la Section de Grenoble de la Ligue des droits de l'Homme a reçu, de façon anonyme, des documents reproduisant des informations sur le passé judiciaire ou politique de membres du jury tirés au sort pour la session en cours de la Cour d'Assises de l'Isère.

Dans une déclaration à la presse le procureur général près de la Cour d'Appel de Grenoble estime pouvoir être amené à demander à la police des renseignements sur certains jurés.

Les copies ainsi diffusées des fiches concernant les jurés de cette session mèlent les informations sur l'appartenance politique de personnes détenant un mandat municipal à celles qui concernent les condamnations diverses dont certaines amnistiées.

Je m'adresse à vous en tant que garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire pour que soit déterminée clairement la nature des fichiers consultés et leur éventuelle non conformité avec la loi du 4 janvier 1980 comme avec les lois d'amnistie. Il nous semble qu'il vous revient de veiller au respect de la constitution et donc des droits de la défense, qui, elle, n'a pas accès au fichier des renseignements généraux.

Nous souhaiterions que votre haute intervention permette de faire la lumière sur les trafics mis en relief par cette affaire, afin que les français aient la garantie de l'absence de renseignements concernant les faits amnistiés dans les fichiers de la police et que les droits des citoyens ne soient pas bafoués à l'occasion de l'élaboration d'une liste de jurés.

Je vous prie de recevoir monsieur le Président de la République, l'assurance de ma haute considération.

Le week-end du Premier secrétaire

Samedi 7 juin
16 h - Meeting à Luchon

Dimanche 8 juin
14 h 30 - Fête de la Rose
à Grand-Quevilly (Seine-Maritime)
16 h - Fête de la Rose à Laigles (Orne)
17 h 45 - Fête de la Rose
Laval (Mayenne)

QUESTION ECRITE

de Louis DARINOT-

devant les insuffisances manifestes des conditions de fonctionnement des Conseils de Prud'hommes. Treize mille conseillers prud'homaux dont six huit cent soixante dix conseillers salariés viennent d'être élus an application des dispositions de la Loi de janvier 1979 qui prévoit en outre la formation de ces élus, leur rémunération et la compensation de leur perte de salaire. Sur ces derniers moyens, les Conseils de Prud'hommes attendent toujours le décret d'application de la loi précitée. Par ailleurs, nombre de Conseils de Prud'homme n'ont ni secrétariat, ni locaux ou disposent de locaux très insuffisants, restant très souvent subordonnés à la bonne volonté de Présidents des Tribunaux d'Instance, bonne volonté fort inégalement partagée selon les régions.

Coup d'arrêt aux radios libres : «Ça donne envie d'hurler»

Matraques brandies et chalumeaux en bandoulières, plusieurs dizaines de C.r.s ont fait taire dans la nuit de mardi à mercredi trois radios libres à Paris, Lille et Nancy. Animateurs molestés, matériel détruit, militants inculpés et gardés à vue au seul motif d'avoir enfreint au nom de la liberté d'expression, le crédo giscardien du « hors mes médias point de salut ». Ainsi va la démocratie libérale avancée.

Le jour avait été bien choisi (pas de journaux jeudi), ainsi que les stations : radio Quinquin à Lille, Lorraine Cœur d'Acier à Nancy et Radio Paris 80 représentent bien la nouvelle génération des radios-libres et l'évolution d'un mouvement qui, lancé voici trois ans dans l'amateurisme et l'improvisation, trouve aujourd'hui, en liaison avec les syndicats et les associations son second souffle et, surtout ... son public.

Mais l'épisode, dans sa brutalité, illustre aussi les contradictions d'un pouvoir qui a choisi une fois pour toute le trompe l'œil, y compris pour ses démonstrations de force. Pas plus que les dizaines de poursuites engagées contre leurs animateurs, l'opération du mardi - qui pourrait encore le croire ? - ne règlera le problème des radios libres qui renaissent après chaque rafle comme champignons après la pluie.

Quelques heures après la destruction de leur matériel, deux des stations investies avaient déjà recommencé à émettre.

Mais on espère avant tout frapper l'opinion, montrer sa force à ceux qu'elle risque d'intimider et surtout, à ceux qu'on prétend rassurer dans ce climat de « fin de règne » évoqué par Jean Lecanuet Président de l'U.d.f à propos du projet de réforme de son ami Peyrefitte. A l'heure où les C.r.s découpaient au feu les tables de mixage de radio Paris 80, la dernière née des - radios gadgets - giscardienne, ruban bleu de la niaiserie et de la vulgarité racoleuse, entamait son troisième jour d'émission :

« Quand j'en peux plus,
« Quand ça va mal dans ma tête, je tourn' le bouton et j'écout' Radio 7
« Ca m' don' envie d' chanter,
« Ça m' don' envie d'danser !... »

Le groupe socialiste du Conseil général de Meurthe et Moselle a soutenu dès le début l'action de travailleur. Les élus de gauche ont refusé de siéger pour aller se joindre au défilé de protestation contre la destruction des installations de Lorraine Cœur d'Acier. Ils ont décidé de ne reprendre les travaux de la session en cours que lorsque tous les travailleurs agressés auront été libérés.

Lionel Jospin, retour de Téhéran : «Des documents accablants pour les U.s.a»

Rentrant de Téhéran où il avait dirigé la délégation du P.s à la conférence internationale sur «Les interventions américaines en Iran», Lionel Jospin a tenu jeudi matin une conférence de presse.

La conférence internationale a rassemblé près de cinq cents organisations de très nombreux pays, parmi lesquelles, outre le P.s, sept autres partis affiliés à l'Internationale socialiste. Il faut noter la présence de citoyens américains et non des moindres puisqu'une des interventions les plus remarquées fut celle de Ramsey Clarck, ex-attorney général (ministre de la Justice) de Johnson.

Droits des minorités

Lionel Jospin a tout d'abord résumé les grands thèmes de son intervention à la conférence. Il y rappelait le soutien que le P.s avait toujours apporté à la lutte pour la liberté des Iraniens et aux réfugiés en France. Ensuite il avait souhaité recevoir des réponses aux grandes questions que pose aux socialistes la révolution iranienne (problèmes de chômage, de la réforme agraire, du pétrole, etc...). Il a notamment insisté sur les droits des minorités et tout particulièrement des Kurdes. Enfin, il posait clairement le problème des otages en rappelant que les socialistes ne peuvent accepter le principe de la «responsabilité collective». Mais qu'au principe s'ajoutait le problème de l'efficacité du maintien en détention des cinquante otages, qui sert aux Etats-Unis à éluder le problème de leur responsabilité dans les exactions du régime impérial.

Lionel Jospin, commentant l'accueil fait à son discours, a précisé que durant toute la conférence avait régné une grande liberté de discussion et un total respect des opinions exprimées.

Selon le Secrétaire national aux Relations internationales, un des points forts de la rencontre fut la projection des très nombreux documents découverts à l'Ambassade américaine et au ministère des Affaires étrangères, accablants pour les Etats-Unis, depuis leur participation à l'élimination de Mossadegh en 1953 jusqu'aux relations étroites entre la Savak et la C.i.a. L'ensemble de ces documents seront photocopiés et envoyés à chacune des organisations présentes à Téhéran.

En marge de la conférence la délégation du P.s a eu l'occasion de s'entretenir en privé avec le Président Bani Sadr, M. Gobtzadeh et le petit-fils de l'Imam Khomeyny.

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél. 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression** : Gaulier-Paris

Résumées

C.i.i - Honeywell-Bull : la bougeote

La direction de C.i.i-Honeywell-Bull a décidé de transférer dans l'Ouest parisien, sans, bien sûr, consulter le personnel, ses bureaux, implantés actuellement dans le 20e arrondissement de la capitale et à Saint-Ouen.

Les syndicats (C.g.t, C.f.d.t et C.f.t.c) estiment que ce projet ne présente aucune nécessité et posera plus de problèmes sociaux pour les 1.200 personnes déménagées qu'il ne résoudra de problèmes techniques.

Le 17 mars dernier, Paul Quilès était intervenu auprès du ministre : André Giraud n'a pas encore répondu. Une Délégation syndicale le 28 mai a fait une démarche auprès de la direction qui a répliqué par la mise à pied de quatre délégués (trois C.f.d.t, un C.g.t).

Le personnel a immédiatement signé une pétition qui demande la levée des sanctions et l'ouverture de négociations.

Idi Amin Dada «au service de son pays»

«Je suis en effet en mesure de sauver mon pays et, si les ougandais le souhaitent, je le ferai».

A propos des atrocités commises par son gouvernement : «Quand vous êtes le chef de l'Etat, vous ne savez pas toujours ce qui se passe vraiment dans chaque ministère».

C'est l'ex-tyran de l'Ouganda, Idi Amin Dada, qui vient de faire ces déclarations à la B.b.c.

Henri Curiel : tué par des policiers français ?

Des policiers français auraient abattu Henri Curiel à Paris en 1978. C'est en effet ce qu'il parait à la lecture du Sunday Times de Capte Town (Afrique du Sud).

Dans une question écrite au ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, député (P.s) du Morbihan, a demandé quelle était la réaction du gouvernement contre cette accusation visant la police française.

Bulle

Sécurité, liberté, c'est le nom de la loi Peyrefitte. Mais pour lui et les siens, sécurité bien ordonnée commence par soi-même. Et la liberté de ceux-là consiste à la supprimer aux autres. La liberté de manifester est un droit écrit dans la Constitution. Mais les forces de sécurité sont faites pour assurer leur sécurité.

D'un bout du Pont Alexandre III avançaient les médecins. A l'autre tête du pont les attendaient des têtes casquées. Au mi-temps du pont Alexandre III, la liberté a rencontré la sécurité. La liberté n'est pas passée. Force est restée à la force.

Taisez-vous la liberté... Voix ouvrières, voix contestataires... Voix étouffées... Petit Quinquin, Cœur d'Acier et Paris 80, après Radio-Riposte... Trois nouvelles fois les violeurs ont violé... Gueules fermées pour cogner sur gueules ouvertes pour gueuler. Trois nouvelles fois les casseurs ont passé: Ils ont cassé.

Jadis et naguère on a souvent crié : «le facisme ne passera pas»... On dirait bien qu'il est en train de passer.